

Comment la gauche peut-elle contrer l'extrême droite ? Débat



Aurore Lalucq, Marie Toussaint et Manon Aubry

Dans les institutions européennes comme dans la plupart des pays membres, droite et extrême droite sont à la manœuvre pour revenir sur les quelques avancées écologiques obtenues ces dernières années. Alors que les élections européennes pourraient renforcer ce pôle nationaliste-conservateur, quel contre-discours la gauche doit-elle lui opposer?

Comment peut-elle devenir majoritaire sans renier son ambition sociale et écologique? Doit-elle pour cela surmonter ses divisions actuelles? Pour en débattre, trois femmes, représentant les trois grandes tendances de la gauche française, trois eurodéputées sortantes candidates à leur réélection.

Manon Aubry est coprésidente de la Gauche au Parlement européen (GUE/NGL) et tête de liste LFI pour l'élection européenne. Aurore Lalucq est membre de Place publique (PP), en 4^e position sur la liste PS-PP menée par Raphaël Glucksmann. Marie Toussaint est vice-présidente du groupe des Verts-ALE au Parlement européen et tête de liste des Ecologistes pour l'élection.

Sur la montée de l'extrême droite en Europe

Aurore Lalucq: Elle s'inscrit dans une vague idéologique mondiale. J'y vois la conséquence du triomphe, à partir des années 1970, du cadre néolibéral qui a dépossédé les travailleurs de leur outil de travail, désindustrialisé des territoires, atomisé les individus. Cela a généré du ressentiment et, en l'absence de réponse politique, de la défiance et du populisme.

Manon Aubry: Le Vieux Monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître et, dans ce clair-obscur, surgissent les monstres, disait le philosophe Antonio Gramsci. Nous sommes dans ce clair-obscur. L'échec du libre-échange et du modèle libéral a brisé les collectifs et augmenté les inégalités. Nous en voyons les conséquences.

Marie Toussaint: Les trois ingrédients du succès de l'extrême droite sont, d'abord, la violence de la crise sociale, qui crée une peur panique du déclassement ; ensuite, la pulsion identitaire brandie comme réponse à la modernité libérale ; enfin, notre système médiatique, qui fait triompher l'émotion sur la raison, le temps court sur le temps long, menaçant toute pensée de transformation sociale.

Sur les conséquences d'une percée de l'extrême droite aux européennes

M. A.: On en a déjà un aperçu, avec l'abandon du règlement sur la restauration de la nature, un texte essentiel pour la biodiversité. La droite européenne n'hésite plus à travailler avec les deux groupes d'extrême droite au Parlement européen, qui votent contre toute avancée sur le droit à l'avortement, et contre la taxation des riches et des superprofits. Leur ligne, c'est le climatocépticisme allié au libéralisme, à la brutalité antidémocratique et à la remise en cause des droits fondamentaux.

A. L.: En début de mandat, la droite avait honte de ne pas avoir embrassé la question écologique. Ursula von der Leyen, de la droite allemande, a rapidement fait sa mue dans ce domaine. L'écologie est donc devenue brièvement plus consensuelle, mais, aujourd'hui, le discours anti-écologique de la droite a repris le dessus, de manière décomplexée. La droite court après l'extrême droite, oubliant qu'elle n'a rien à gagner à ses idées. Les électeurs préféreront toujours l'original à la copie.

M. T.: La percée de l'extrême droite serait terrible. Les nationaux-populistes mettent en danger la survie européenne, condamnant l'UE à n'être que murs et barbelés, et notre capacité à protéger les droits humains, des femmes, des LGBTQI+ ou des réfugiés. Sur l'écologie, l'extrême droite prétend protéger le peuple mais vote en permanence pour ce qui l'empoisonne.

Sur le Pacte vert

M. T.: Qui n'accepte pas la transition? C'est justement la droite en perdition qui court après l'extrême droite. C'est vrai sur l'immigration et c'est vrai sur l'écologie. Nous devons transformer notre économie en profondeur. La droite s'y oppose.

Son refus de changer les rapports de force économiques a pour effet l'impunité des pollueurs et l'explosion de la précarité, provoquant des tensions dans les classes populaires et moyennes qui pourtant aspirent à un autre modèle face aux crises sociales et écologiques. La gauche n'a pas toujours pris conscience de l'ampleur de la transformation à conduire.

Sur être majoritaire tout en étant ambitieux sur l'écologie

M. A.: Il faut déjà annoncer que l'on va s'attaquer aux émissions de gaz à effet de serre des 10% les plus riches, responsables de la moitié des émissions. Et assumer une rupture avec les accords de libre-échange, les règles budgétaires austéritaires et la politique agricole productiviste.

A. L.: Et assumer de dire que notre modèle économique est en fin de course. Les aides aux entreprises pèsent 9% du produit intérieur brut (PIB) en France, un record. Nous ne sommes pas dans un modèle ultralibéral où l'Etat est absent, mais où il est mis au service de certaines entreprises et finance moins bien la protection sociale et les services publics. Cette question de l'emploi est centrale. Ne faisons pas aujourd'hui avec la transition écologique ce qu'on a fait hier aux mineurs. Plus on anticipera et se concertera, plus on évitera la casse sociale.

M. T.: La population aspire au changement, mais pas seulement pour le climat. Elle veut plus de justice. L'air pollué, les factures à payer, la malbouffe sont des problèmes. Les gens savent qu'il faut changer de modèle mais n'ont envie ni qu'on leur promette que tout ira bien, ni qu'on leur annonce du sang et des larmes. Il faut un discours mobilisateur, qui assume de dire que certains secteurs disparaîtront ou devront évoluer, ce dont nous devons débattre démocratiquement.

Sur l'urgence écologique et la tentation du vote RN

A. L.: Que le RN n'a rien à faire de son vote. Il n'a pas mouillé une seule fois la chemise pour le défendre au Parlement européen.

M. A.: Aux électeurs tentés par le RN, il faut effectivement leur rappeler que Jordan Bardella est un député européen fictif qui ne fait rien au Parlement européen. Mais cet argument n'est pas suffisant. Quand la gauche déçoit, trahit sa parole en bradant les services publics ou notre industrie, elle perd du terrain face à l'extrême droite, voire lui permet de s'installer au pouvoir, comme on l'a vu en Suède, en Finlande ou en Italie.

A. L.: Sauf que l'extrême droite a quand même progressé en Espagne, alors que le gouvernement Sánchez a taxé les superprofits et augmenté les minima sociaux. Cela interroge. A-t-on sous-estimé la profondeur de la vague d'extrême droite, notamment chez les jeunes?

Sur l'extension du marché du CO₂ aux transports et au chauffage, alors que la majorité des groupes socialistes et écologistes au Parlement européen y était favorable.

A. L.: C'est un débat mal posé. Longtemps, la seule mesure écologique tolérable aux yeux des économistes était en effet le principe pollueur-payeur – donc la taxe carbone. Il n'y aurait qu'à intégrer les émissions de carbone au marché, réputé parfait, pour changer les comportements. C'est un mythe. Le principe pollueur-payeur est un mince outil, à côté de l'investissement et de la réglementation, bien plus efficaces.

M. T.: Attention à ne pas prolonger une logique dont il faut sortir. L'enjeu, c'est de sortir du modèle économique actuel et réencadrer l'économie dans les limites planétaires et les droits sociaux ainsi que le propose la «théorie du donut» de Kate Raworth. Mon groupe politique y est pleinement engagé.

M. A.: Nous refusons de laisser l'écologie aux mains du marché. Le marché carbone en fournit la démonstration, entre autres exemples. Grâce aux distributions de quotas gratuits et aux prix sur le marché du CO₂, ArcelorMittal a pu empocher près de 2 milliards d'euros. Autre cas emblématique : le fret ferroviaire. Au nom du droit européen de la concurrence, on veut libéraliser Fret SNCF et on va sabrer des lignes. Il faut rompre avec ces règles pour préserver nos biens et services publics.

Donc désobéir aux traités...

A. L.: La question n'est pas obéissance ou désobéissance aux traités. La question est de les changer. Ils sont mal faits. Mais ce n'est pas parce que ces traités ne sont pas bons qu'on ne peut pas agir en attendant. Quand il y a une volonté politique en Europe, il y a un chemin institutionnel, ce ne sont pas les traités qui imposent à Emmanuel Macron sa politique, mais son idéologie.

M. A.: Changer les traités, ça prendra vingt ans ou jamais. La désobéissance n'est pas une fin en soi mais un moyen de pression et une façon de lever les obstacles de l'austérité, règle d'or du marché.

M. T.: Brandir la désobéissance aux traités à l'heure où Trump veut retirer les Etats-Unis de l'accord de Paris et où la Hongrie bafoue l'Etat de droit est une pente dangereuse. Nous devons changer les règles du jeu, c'est pourquoi je propose un traité environnemental qui fasse de la protection de la nature la règle absolue. Cela peut être fait en quelques semaines, il ne manque que la volonté politique.

M. A.: Il y a trois leviers simultanés. D'abord, que les Etats et l'Union mobilisent leurs ressources propres : taxation des plus riches, taxation des superprofits des multinationales, taxe sur les transactions financières... Ensuite, accroître l'endettement, ce qui implique une remise en cause des règles budgétaires. Enfin, la politique monétaire. Cela nécessite une remise en cause de l'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE) et un changement des traités.

A. L.: 60% des investissements dans la transition écologique ne sont pas rentables à court terme. Notre chance est qu'il y a de l'argent, encore faut-il avoir le courage d'aller le chercher. D'où notre initiative citoyenne européenne sur la taxation des ultrariches lancée avec des millionnaires, soutenue par des syndicats, Camille Etienne, Gabriel Zucman... A cela doit s'ajouter une taxation des superprofits et des dividendes.

Vous avez de nombreux points d'accord. Pourquoi trois listes?

A. L.: Nous avons des points de désaccord fondamentaux sur le rapport à l'Europe et aussi à certains pays, comme la Russie et la Chine. Quant aux Verts, ils ont fait le choix de partir seuls.

M. A.: Sur la Russie, nous avons voté au Parlement européen l'ensemble des textes condamnant l'agression. Nous avons voté les sanctions, et l'aide humanitaire et militaire à l'Ukraine. Mais si nous voulons éviter l'escalade militaire et une confrontation entre deux puissances nucléaires, il nous faut trouver une issue diplomatique. Je continuerai à défendre le programme Nupes et je regrette que nous arrivions en ordre dispersé le 9 juin: alors que l'extrême droite est aux portes du pouvoir, comment allons-nous dire que nous voulons un candidat commun en 2027 si on n'était pas ensemble en 2024?

M. T.: Le «non» au référendum de 2005 sur la Constitution européenne a profondément divisé la gauche. Les écologistes ont, les premiers, su dépasser cette fracture en leur sein, mais elle continue de structurer la gauche. On a vu les «deux gauches» se rapprocher dans l'ère post-Hollande, mais le chemin n'a pas été parcouru jusqu'au bout. Nous avons constaté il y a un an que nos cultures étaient encore trop éloignées, donc chacun est reparti de son côté. Mais attention à ce que ces tensions ne deviennent pas un fossé infranchissable ! Nous devons continuer à débattre entre nous, sans nous combattre. Plus les gauches seront nombreuses au Parlement européen, mieux ce sera pour construire la suite.

Bruno Bourgeon, président d'AID <http://www.aid97400.re>

D'après Alternatives Economiques du 20 Avril 2024 <https://www.alternatives-economiques.fr/gauche-contrer-lextreme-debat-entre-manon-aubry/00110876>